

Newsletter, 27-30 avril 2015

Session plénière

Strasbourg

Tragédies en Méditerranée : le Parlement demande des actions pour sauver des vies

Le Parlement demandera des mesures concrètes pour stopper les décès de migrants et de réfugiés dans la Méditerranée, lors d'un débat avec le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et le Président du Conseil, Donald Tusk, mercredi à 9h00. Plus de 1600 migrants ont perdu la vie depuis début 2015, selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés.

6

Les députés veulent freiner l'utilisation des sacs en plastique

Les pays de l'UE vont devoir réduire l'utilisation des sacs en plastique les plus communs et polluants, selon un projet législatif qui sera voté mardi. Les déchets plastiques constituent une préoccupation environnementale majeure, notamment compte tenu de leur impact néfaste sur l'eau et les écosystèmes aquatiques.

8

Vote sur une transition vers les biocarburants avancés

Un accord informel conclu par les députés et les ministres sur un projet législatif visant à plafonner la production de biocarburants traditionnels et à accélérer le passage à d'autres sources, comme les déchets ou les résidus, et à de nouvelles sources comme les algues, sera mis aux voix mardi. Le projet a pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre causées par l'utilisation croissante des terres agricoles pour produire des biocarburants.

9

Vote sur le système d'appel d'urgence dans les voitures pour sauver des vies

D'ici le 31 mars 2018, tous les nouveaux modèles de voitures et de véhicules utilitaires légers devraient être équipés de dispositifs d'appel d'urgence (eCall) qui alerteront automatiquement les services de secours en cas d'accidents de voitures, selon un projet mis aux voix mardi. Un vote en faveur de ces dispositions confirmerait un accord conclu en décembre 2014 avec le Conseil des ministres, qui l'a formellement approuvé le 2 mars.

10

Dangers de l'alcool: appel à une stratégie européenne forte

L'UE devrait considérer, dans le cadre d'une nouvelle stratégie visant à réduire les dommages liés à l'alcool, l'introduction d'un étiquetage obligatoire des calories et ingrédients sur les produits, selon un projet de résolution qui sera mis aux voix

mercredi.

11

Débat sur le nouvel "agenda européen sur la sécurité"

Les députés donneront leur avis sur le nouvel "agenda européen sur la sécurité" lors d'un débat avec le commissaire aux affaires intérieures Dimitris Avramopoulos mardi après-midi, immédiatement après son approbation par la Commission. L'agenda sur la sécurité, qui met à jour la stratégie de sécurité intérieure de l'UE, définit les priorités et les actions clés pour lutter contre le terrorisme, le crime organisé et la cybercriminalité en 2015-2020.

12

"Frontières intelligentes": questions à la Commission et au Conseil sur les contrôles aux portes d'entrée de l'UE

Les propositions sur le système d'entrée/sortie et le programme d'enregistrement des voyageurs de pays tiers sont-elles appropriées et adéquates pour répondre au nombre croissant de personnes qui franchissent les frontières extérieures de l'UE? Les députés interrogeront la Commission et le Conseil mardi à ce sujet. Ils devraient poser des questions sur la durée de conservation des données, la possibilité ou non pour les agences répressives d'avoir accès aux données et le coût de ces systèmes.

13

Contrôler les émissions de gaz à effet de serre du secteur maritime

De nouvelles règles qui contraignent les propriétaires de grands navires utilisant des ports de l'Union à communiquer, chaque année à partir de 2018, leurs émissions de gaz à effet de serre, seront mises aux voix ce mardi. Ces dispositions couvriront les émissions de dioxyde de carbone et d'oxyde d'azote des navires de 5000 tonnes de jauge brute, quel que soit le lieu où ils sont enregistrés. Il s'agit d'une première mesure visant à réduire les émissions des navires.

15

Oliviers: comment combattre la propagation de bactéries tueuses?

Le Parlement interrogera la Commission jeudi sur les moyens de lutter contre l'épidémie de la bactérie *Xylella fastidiosa*, qui a infecté plusieurs milliers d'hectares de plantations d'oliviers en Italie et pour empêcher sa propagation à d'autres régions de l'UE. La Commission sera également questionnée sur la façon d'indemniser les producteurs dont les arbres devront être détruits.

16

Forêts: les députés exigent une meilleure gestion et une utilisation efficace des matières premières

Des idées pour stimuler la compétitivité et créer de nouveaux emplois dans la filière bois de l'UE seront débattues lundi. Le Parlement apportera ensuite sa contribution à la nouvelle stratégie forestière de l'UE dans une résolution non contraignante votée mardi.

17

Nouvelle politique de la pêche: projets législatifs clés sur les rejets de poissons et la mer Baltique

Le Parlement devrait octroyer davantage de temps aux pêcheurs pour s'adapter aux nouvelles règles contre les rejets en mer de poissons non désirés, en retardant l'entrée en vigueur des sanctions. Les députés se prononceront également sur un plan de gestion pluriannuel concernant les stocks de cabillaud, de hareng et de sprat de la mer Baltique. Ces projets législatifs sont nécessaires pour mettre en œuvre la politique commune de la pêche réformée (PCP) qui est entrée en vigueur en 2014.

Les députés débattent du massacre des étudiants au Kenya et de l'arrestation de M. Nasheed aux Maldives

L'attaque du 2 avril par des hommes armés du groupe islamiste al-Shabab à l'University College de Garissa, au Kenya, qui a causé la mort de 150 étudiants, et l'arrestation dans les Maldives de l'ancien Président Mohammed Nasheed seront débattues mercredi après-midi. Les résolutions seront votées jeudi.

20

Le Parlement évalue les rapports de suivi 2014 de l'Albanie et de la Bosnie-Herzégovine

Le Parlement débattra des progrès de réformes accomplis par l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine en 2014, en présence du commissaire Hahn mercredi. Dans ses projets de résolution, votés en plénière jeudi, la commission des affaires étrangères souligne la nécessité d'un dialogue inclusif, constructif et politiquement durable sur les réformes, et d'une coopération plus étroite entre les forces politiques dans les deux pays.

21

Lutte contre la fraude: les députés font le point des négociations sur le Parquet européen

Le Parquet européen qui sera mis en place pour lutter contre la fraude portant atteinte au budget de l'UE et pour aider à récupérer l'argent des contribuables doit être totalement indépendant et démocratiquement responsable, insistent les députés dans un projet de résolution évaluant les progrès des négociations de longue date entre les pays de l'UE à propos de ce poste. Le texte sera voté mercredi.

22

Nigeria: des mesures internationales contre Boko Haram

Le Parlement européen condamnera les récents massacres commis par Boko Haram au Nigeria dans une résolution votée jeudi. Il appellera probablement aussi la communauté internationale à s'attaquer aux causes du terrorisme dans le pays. Les députés ont débattu de la question le 14 janvier à Strasbourg avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini.

23

Le Parlement pourrait refuser d'approuver les dépenses de quatre projets, d'une agence et du Conseil

Le Parlement examinera le report ou non de l'approbation des dépenses en 2013 de quatre partenariats UE-privé, de l'institut européen d'innovation et de technologie basé à Budapest, du Conseil et du Conseil européen lors d'un débat mardi et d'une série de votes mercredi. Il votera sur un total de 52 rapports en vertu de la procédure de décharge pour l'examen des dépenses de l'UE.

24

Des fonds monétaires plus solides face aux crises

Un projet législatif visant à rendre les fonds monétaires européens plus résistants face aux crises financières sera voté mercredi. Ces fonds détiennent des actifs équivalant à 1000 milliards d'euros et agissent comme des prêteurs à court terme pour les institutions financières, les entreprises et les gouvernements. Cependant, leurs "opérations bancaires parallèles" ne sont pas soumises aux dispositions bancaires de l'UE et les fonds n'ont pas d'accès direct aux liquidités des banques centrales.

26

Initiative pour l'emploi des jeunes: un milliard d'euros disponible en 2015?

Les députés débattront mardi et voteront mercredi midi les modifications aux dispositions du Fonds social européen. Ces changements sont nécessaires pour fournir un financement de l'UE d'un milliard d'euros afin que les Etats membres puissent aider jusqu'à 650 000 jeunes à trouver un emploi. Les modifications aideraient à lancer les programmes nationaux en concentrant jusqu'à 30% des paiements destinés aux pays de l'UE, au titre de l'initiative européenne pour l'emploi des jeunes, déjà en 2015.

27

Débat sur les conditions de travail au Bangladesh deux ans après la catastrophe du Rana Plaza

Le Parlement commémorera le deuxième anniversaire de l'effondrement de l'usine textile du Rana Plaza, qui a causé plus de 1100 morts. Pendant leur débat de lundi, les députés discuteront également des progrès réalisés dans le cadre du Pacte sur la durabilité au Bangladesh, initiative lancée en 2013 pour améliorer les conditions de travail des ouvriers dans ce pays. Une résolution sera votée mercredi.

29

Exposition universelle 2015 à Milan: débat sur la sécurité alimentaire et la promotion d'habitudes alimentaires saines

Des mesures visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire, à réduire les déchets alimentaires et à promouvoir des habitudes alimentaires saines seront débattues jeudi. Le Parlement votera une résolution non contraignante appelant l'UE à saisir l'occasion de l'exposition universelle 2015 à Milan pour promouvoir des actions afin d'améliorer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

30

Résolutions concernant les droits de l'homme et la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 30 avril vers 15h00, avec des votes intervenant vers 16h00 sur les sujets suivants:

31

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus, figurent:

32

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2015-04-27>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[EP Live : suivre la séance en direct](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

Contacts

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Emilie TOURNIER

Attachée de presse

☎ (+32) 22830578 (BXL)

✉ emilie.tournier@europarl.europa.eu

Tragédies en Méditerranée : le Parlement demande des actions pour sauver des vies

Le Parlement demandera des mesures concrètes pour stopper les décès de migrants et de réfugiés dans la Méditerranée, lors d'un débat avec le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et le Président du Conseil, Donald Tusk, mercredi à 9h00. Plus de 1600 migrants ont perdu la vie depuis début 2015, selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés.

Le débat devrait aborder le plan d'action en dix points sur la migration, présenté le 20 avril par le commissaire européen en charge des migrations, des affaires intérieures et de la citoyenneté, Dimitris Avramopoulos, et les conclusions du Conseil européen extraordinaire du 23 avril sur les "pressions migratoires en Méditerranée". La discussion sera suivie par le vote d'une résolution.

Cela fait des années que le Parlement demande aux États membres de l'UE d'endosser leur part de responsabilité et de faire preuve de solidarité avec les pays qui accueillent le plus de réfugiés et de demandeurs d'asile, que ce soit en termes absolus ou proportionnellement à leur population.

Les obligations de recherche et de sauvetage devraient également être "remplies de manière efficace" et des fonds suffisants devraient y être alloués à moyen et long termes, a affirmé le Parlement dans une [résolution](#) adoptée en décembre.

Débat: mercredi 29 avril

Vote: mercredi 29 avril

Procédure: déclaration du Conseil et de la Commission suivie d'une résolution

#migration #asylum #fundamentalrights

En savoir plus

[Plan d'action en dix points sur la migration présenté par le commissaire Avramopoulos le 20.04.2015](#)

[Communiqué de presse du Président du Parlement européen, Martin Schulz, pour une nouvelle politique envers les réfugiés et les migrants \(19.04.2015\)](#)

[Vidéo du point presse par le Président du PE, Martin Schulz, sur la migration \(20.04.2015\)](#)

[Vidéo de la conférence de presse avec Roberta Metsola et Kashetu Kyenge, co-rapporteurs sur la situation en Méditerranée et le besoin d'une approche holistique \(14.04.2015\)](#)

[Vidéo du débat en commission des libertés civiles sur un rapport d'initiative stratégique sur la situation en Méditerranée et la nécessité d'une approche holistique pour la migration \(14.04.2015\)](#)

[Communiqué de presse - Migrations: le Parlement appelle les pays de l'UE à partager les responsabilités](#)

[Communiqué de presse de la commission des libertés civiles sur l'opération Triton](#)

[Communiqué de presse - Migrations: le Parlement approuve des mesures pour éviter les décès en mer](#)

[Vidéo EuroParlTV : Triton - entre grandes attentes et réalités](#)

[Note EPRS](#)

Les députés veulent freiner l'utilisation des sacs en plastique

Les pays de l'UE vont devoir réduire l'utilisation des sacs en plastique les plus communs et polluants, selon un projet législatif qui sera voté mardi. Les déchets plastiques constituent une préoccupation environnementale majeure, notamment compte tenu de leur impact néfaste sur l'eau et les écosystèmes aquatiques.

La législation laisse aux États membres le choix entre deux options: ils peuvent prendre des mesures pour faire en sorte que la consommation de sacs en plastique n'excède pas une moyenne de 90 sacs par personne et par an d'ici 2019, puis 40 en 2025. Alternativement, ils devront s'assurer que d'ici 2018, ces sacs ne soient pas distribués gratuitement aux consommateurs.

Informations générales

En 2010, chaque citoyen de l'UE a utilisé en moyenne 198 sacs en plastique, dont 90% étaient des sacs légers moins réutilisables et plus enclins à devenir des déchets. Dans un scénario de statu quo, la consommation des sacs en plastique devrait augmenter. Selon des estimations, plus de 8 milliards de sacs en plastique dans l'UE, en 2010, sont devenus des déchets.

Débat: mardi 28 avril

Vote: mardi 28 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de seconde lecture

Conférence de presse: mardi 28 avril à 16h00

#plasticbags #environment

En savoir plus

[Projet de recommandation relative à la position du Conseil en première lecture en ce qui concerne la réduction de la consommation de sacs en plastique légers](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'environnement \(31.03.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Margrete Auken \(Verts/ALE, DK\)](#)

[Parcours législatif](#)

Vote sur une transition vers les biocarburants avancés

Un accord informel conclu par les députés et les ministres sur un projet législatif visant à plafonner la production de biocarburants traditionnels et à accélérer le passage à d'autres sources, comme les déchets ou les résidus, et à de nouvelles sources comme les algues, sera mis aux voix mardi. Le projet a pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre causées par l'utilisation croissante des terres agricoles pour produire des biocombustibles.

La législation actuelle exige que les États membres de l'UE veillent à ce que les énergies renouvelables représentent au moins 10% de la consommation énergétique dans les transports d'ici 2020. Le nouveau projet de loi indique que les biocarburants de première génération (ceux fabriqués à partir de cultures sur les terres agricoles) ne devraient pas représenter plus de 7% de la consommation énergétique finale dans les transports d'ici 2020.

Débat: mardi 28 avril

Vote: mardi 28 avril

Procédure: codécision, (procédure législative ordinaire), accord de seconde lecture

Conférence de presse: mardi 28 avril à 15h30

#Biofuels #ILUC

En savoir plus

[Projet de recommandation relative à la position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption de la directive du PE et du Conseil concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'environnement \(14.04.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Nils TORVALDS \(ADLE, FI\)](#)

[Parcours législatif](#)

Vote sur le système d'appel d'urgence dans les voitures pour sauver des vies

D'ici le 31 mars 2018, tous les nouveaux modèles de voitures et de véhicules utilitaires légers devraient être équipés de dispositifs d'appel d'urgence (eCall) qui alerteront automatiquement les services de secours en cas d'accidents de voitures, selon un projet mis aux voix mardi. Un vote en faveur de ces dispositions confirmerait un accord conclu en décembre 2014 avec le Conseil des ministres, qui l'a formellement approuvé le 2 mars.

Le système embarqué eCall utilise la technologie d'appel d'urgence 112 pour prévenir automatiquement les services de secours en cas d'accidents graves de la route. Ces services pourront ainsi immédiatement décider du type et de l'ampleur de l'opération de secours nécessaire, ce qui leur permettra d'arriver plus rapidement sur les lieux de l'accident, de sauver des vies, d'atténuer la gravité des blessures, et de réduire le coût des embouteillages.

Tous les ans, les services d'urgence au sein de l'UE sont confrontés à des accidents de la route. En 2014, ces accidents ont coûté la vie à 25 700 personnes. Une fois en place dans tous les véhicules, eCall pourrait réduire le nombre de morts sur les routes de 10% chaque année.

Débat: lundi 27 avril

Vote: mardi 28 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de seconde lecture

Conférence de presse: mardi 28 avril à 14h00

#eCall #roadtransport

En savoir plus

[Position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du PE et du Conseil concernant les exigences en matière de réception par type pour le déploiement du système eCall embarqué fondé sur le service 112](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission du marché intérieur \(17.03.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Olga Sehnalova \(S&D, CZ\)](#)

[Parcours législatif](#)

[eCall: page internet de la Commission](#)

[Sécurité routière dans l'UE: tendances, statistiques et principaux défis \(information de la Commission\)](#)

Dangers de l'alcool: appel à une stratégie européenne forte

L'UE devrait considérer, dans le cadre d'une nouvelle stratégie visant à réduire les dommages liés à l'alcool, l'introduction d'un étiquetage obligatoire des calories et ingrédients sur les produits, selon un projet de résolution qui sera mis aux voix mercredi.

Le texte appelle à une action plus ferme pour réduire la consommation d'alcool des mineurs, ainsi qu'à l'affichage de mises en garde contre l'ivresse au volant et la consommation d'alcool des femmes enceintes. La Commission devrait proposer une nouvelle stratégie au plus tard en 2016, demande le texte.

La résolution de la commission de la santé publique appelle la Commission européenne à débiter immédiatement les travaux pour une nouvelle stratégie visant à réduire les dommages liés à l'alcool (2016-2022) afin d'appuyer les actions existantes au niveau national. La collecte d'informations fiables, la prévention et le traitement, la réduction des accidents provoqués par l'ivresse au volant ainsi qu'une meilleure analyse des comportements à risque devraient figurer parmi les objectifs de la stratégie.

Le texte demande également à la Commission d'évaluer l'opportunité d'un étiquetage des ingrédients et du contenu nutritionnel des boissons alcoolisées.

Note aux éditeurs

L'abus d'alcool cause 3,3 millions de décès prématurés dans le monde chaque année, soit 5,9% du total. Chez les 20-39 ans, environ 25% des décès peut être attribué à l'abus d'alcool, qu'il s'agisse d'accidents, d'actes de violence ou de maladie.

Débat: lundi 27 avril

Vote: mercredi 29 avril

Procédure: question orale à la Commission (avec résolution)

#AlcoholStrategy

En savoir plus

[Question avec demande de réponse orale à la Commission: stratégie contre l'alcool](#)
[Parcours législatif](#)

Débat sur le nouvel "agenda européen sur la sécurité"

Les députés donneront leur avis sur le nouvel "agenda européen sur la sécurité" lors d'un débat avec le commissaire aux affaires intérieures Dimitris Avramopoulos mardi après-midi, immédiatement après son approbation par la Commission. L'agenda sur la sécurité, qui met à jour la stratégie de sécurité intérieure de l'UE, définit les priorités et les actions clés pour lutter contre le terrorisme, le crime organisé et la cybercriminalité en 2015-2020.

Dans la résolution de décembre 2014 sur les propositions de l'agenda sur la sécurité, les députés ont appelé les États membres de l'UE à coopérer plus étroitement et à partager des données et des informations pertinentes plus rapidement et plus efficacement. Ils ont également demandé à la Commission de faire le point sur les outils de sécurité actuels et ont souligné que les législations existantes devaient être correctement appliquées "avant de proposer la création de nouvelles".

Les députés ont également réaffirmé que tous les instruments doivent être conformes aux principes de proportionnalité et de nécessité et inclure des garanties appropriées pour la protection des données, la responsabilité et la réparation judiciaire.

L'agenda européen sur la sécurité doit encore être formellement approuvé par le Conseil.

Débat: mardi 28 avril

Procédure: déclaration de la Commission avec débat

En savoir plus

[Résolution du Parlement européen du 17 décembre 2014 sur le renouvellement de la stratégie de sécurité intérieure de l'Union européenne](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en plénière \(17.12.2014\)](#)

[Parcours législatif: résolution sur le renouvellement de la stratégie de sécurité intérieure de l'Union européenne](#)

[Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures](#)

[Etude EPRS \(décembre 2014\)](#)

"Frontières intelligentes": questions à la Commission et au Conseil sur les contrôles aux portes d'entrée de l'UE

Les propositions sur le système d'entrée/sortie et le programme d'enregistrement des voyageurs de pays tiers sont-elles appropriées et adéquates pour répondre au nombre croissant de personnes qui franchissent les frontières extérieures de l'UE? Les députés interrogeront la Commission et le Conseil mardi à ce sujet. Ils devraient poser des questions sur la durée de conservation des données, la possibilité ou non pour les agences répressives d'avoir accès aux données et le coût de ces systèmes.

Le 3 décembre 2014, le commissaire européen en charge des migrations, des affaires intérieures et de la citoyenneté, Dimitris Avramopoulos, a annoncé que les propositions sur les "frontières intelligentes" proposées en 2013 seraient retirées et remplacées par de nouvelles fin 2015 ou début 2016. Un projet pilote mené entre mars et septembre 2015 teste la technologie des contrôles biométriques dans les principaux aéroports du Portugal, d'Allemagne, de France, d'Espagne, des Pays-Bas et de Suède.

Note aux éditeurs

Le paquet sur les frontières intelligentes comprend des propositions pour un système d'entrée et de sortie (EES) et pour un programme d'enregistrement des voyageurs (RTP). L'objectif est d'améliorer la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen, de lutter contre l'immigration clandestine, et de rassembler des données sur les personnes dépassant la durée de séjour autorisée, tout en permettant aux ressortissants non-européens qui font l'objet d'une autorisation préalable en tant que voyageurs fréquents de franchir plus facilement les frontières.

Le système EES proposé serait utilisé:

- *pour enregistrer à quels moment et endroit un ressortissant non-européen entre ou sort de l'UE via ses frontières extérieures;*
- *pour calculer la durée de leur séjour; et*
- *pour générer une alerte lorsque la période de séjour autorisée est dépassée.*

Le RTP permettrait à certains groupes de voyageurs fréquents issus de pays tiers (comme les hommes d'affaires, les membres de la famille, etc.) d'entrer dans l'UE moyennant un examen préalable et des contrôles aux frontières simplifiés, notamment l'utilisation de portes automatiques.

Les rapporteurs de la commission des libertés civiles sur le paquet "frontières intelligentes" sont Agustín Díaz de Mera (PPE, ES) pour l'ESS et Tanja Fajon (S&D, SL) pour le RTP.

Débat: mardi 28 avril

Procédure: questions orales au Conseil et à la Commission

#SmartBorders

En savoir plus

[Question orale au Conseil](#)

[Question orale à la Commission](#)

[Information sur la frontière intelligente pilote](#)

[Profil du rapporteur sur l'ESS, Agustín Díaz de Mera \(PPE, ES\)](#)

[Profil du rapporteur sur le RTP, Tanja Fajon \(S&D, SL\)](#)

[Parcours législatif - Système d'entrée/sortie \(EES\) pour l'enregistrement des entrées et sorties des ressortissants de pays tiers](#)

[Parcours législatif - Programme d'enregistrement des voyageurs \(RTP\)](#)

Contrôler les émissions de gaz à effet de serre du secteur maritime

De nouvelles règles qui contraignent les propriétaires de grands navires utilisant des ports de l'Union à communiquer, chaque année à partir de 2018, leurs émissions de gaz à effet de serre, seront mises aux voix ce mardi. Ces dispositions couvriront les émissions de dioxyde de carbone et d'oxyde d'azote des navires de 5000 tonnes de jauge brute, quel que soit le lieu où ils sont enregistrés. Il s'agit d'une première mesure visant à réduire les émissions des navires.

Le projet législatif créera un système européen de surveillance, de déclaration et de vérification ("monitoring, reporting and verification" – MRV) des émissions de gaz à effet de serre du secteur maritime. Ce projet devrait aider à améliorer les informations sur l'efficacité énergétique des navires et sur les émissions du transport maritime, ainsi qu'à encourager le secteur à appliquer des mesures pour réduire les émissions et la consommation en carburants. Les navires militaires et de pêche ne seront pas couverts par le dispositif.

Le transport maritime international est le seul mode de transport à ne pas être couvert par les engagements de l'UE en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au niveau européen, le secteur maritime international représente à l'heure actuelle 4% des émissions de gaz à effet de serre. Ces émissions devraient augmenter de manière significative à l'avenir.

Débat: mardi 28 avril

Vote: mardi 28 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de seconde lecture

#MRV #ships #CO2

En savoir plus

[Recommandation pour seconde lecture](#)

[Profil du rapporteur José Inácio FARIA \(ADLE, PT\)](#)

[Parcours législatif](#)

Oliviers: comment combattre la propagation de bactéries tueuses?

Le Parlement interrogera la Commission jeudi sur les moyens de lutter contre l'épidémie de la bactérie *Xylella fastidiosa*, qui a infecté plusieurs milliers d'hectares de plantations d'oliviers en Italie et pour empêcher sa propagation à d'autres régions de l'UE. La Commission sera également questionnée sur la façon d'indemniser les producteurs dont les arbres devront être détruits.

Les députés veulent, par ailleurs, que la Commission poursuive les recherches pour éradiquer les maladies des plantes mortelles causées par des pathogènes tels que la bactérie *Xylella fastidiosa* et celle dite des taches noires, trouvés dans les importations d'agrumes d'Afrique du Sud. Ils vont demander à l'exécutif européen s'il est prêt à renforcer les restrictions sur les importations de plantes.

Note aux éditeurs

*La *Xylella fastidiosa* a déjà infecté des milliers d'hectares d'oliviers dans la région des Pouilles au sud de l'Italie et pourrait aussi attaquer d'autres espèces végétales telles que les agrumes, la vigne et les fruits à noyau (amandes, pêches, prunes), menant, dans les cas les plus graves, à leur mort.*

L'Italie cultive des olives sur environ 1 700 000 hectares, ce qui en fait le deuxième plus grand producteur d'olives dans l'UE, après l'Espagne. Environ 80% de cette surface est située dans le sud de l'Italie, dont approximativement 370 000 hectares dans la seule région des Pouilles.

Débat: jeudi 30 avril

Vote: jeudi 30 avril

Procédure: question orale à la Commission

#Xylella #XylellaFastidiosa #olive #Apulia

En savoir plus

[Question avec demande de réponse orale à la Commission: crise provoquée par *Xylella fastidiosa*](#)
[Autorité européenne de sécurité des aliments: questions fréquentes](#)

Forêts: les députés exigent une meilleure gestion et une utilisation efficace des matières premières

Des idées pour stimuler la compétitivité et créer de nouveaux emplois dans la filière bois de l'UE seront débattues lundi. Le Parlement apportera ensuite sa contribution à la nouvelle stratégie forestière de l'UE dans une résolution non contraignante votée mardi.

Le projet de résolution souligne l'importance d'une nouvelle stratégie commune pour relever les défis transfrontaliers actuels, tels que les incendies de forêts, le changement climatique, les catastrophes naturelles ou les espèces exotiques envahissantes, mais insiste sur le fait que la mise en place de mesures concrètes doit rester sous réserve des réglementations nationales.

La nouvelle stratégie forestière de l'UE devrait remplacer l'ancienne, datant de 1998.

Note aux éditeurs

Les forêts couvrent environ 40% de l'UE; elles absorbent et stockent actuellement environ 10% des émissions de carbone en Europe. Approximativement 60% des forêts de l'UE sont privées. Le secteur forestier emploie actuellement plus de 3 millions de personnes.

Débat: lundi 27 avril

Vote: mardi 28 avril

Procédure: résolution non législative (rapport d'initiative)

#EUForestStrategy #ForestStrategy #Forests

En savoir plus

[Projet de résolution sur une nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts et le secteur forestier](#)
[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'agriculture \(24.03.2015\)](#)
[Profil du rapporteur Elisabeth Köstinger \(PPE, AT\)](#)
[Parcours législatif](#)
[La nouvelle stratégie forestière de l'UE \(site de la Commission\)](#)

Nouvelle politique de la pêche: projets législatifs clés sur les rejets de poissons et la mer Baltique

Le Parlement devrait octroyer davantage de temps aux pêcheurs pour s'adapter aux nouvelles règles contre les rejets en mer de poissons non désirés, en retardant l'entrée en vigueur des sanctions. Les députés se prononceront également sur un plan de gestion pluriannuel concernant les stocks de cabillaud, de hareng et de sprat de la mer Baltique. Ces projets législatifs sont nécessaires pour mettre en œuvre la politique commune de la pêche réformée (PCP) qui est entrée en vigueur en 2014.

En commission de la pêche, les députés ont apporté deux changements au règlement sur "l'obligation de débarquement", qui fixe les dispositions pour mettre en œuvre l'interdiction de rejets, l'objectif étant de faciliter la vie des pêcheurs. Selon ces modifications, l'obligation de tenir un journal de pêche pour chaque espèce prise et gardée à bord serait limitée aux prises supérieures à 50kg en équivalent poids-vif, et l'entrée en vigueur des sanctions en cas de non-respect de l'interdiction serait reportée à 2017.

Le plan pluriannuel pour les stocks de cabillaud, de hareng et de sprat de la mer Baltique est le premier dans le cadre de la nouvelle PCP. Le fait qu'il soit lié à la gestion à long terme, plutôt qu'à la gestion annuelle, devrait accroître la prévisibilité pour les pêcheurs. Les plans pluriannuels - caractéristique clé de la nouvelle PCP - visent à garantir que les prises n'excèdent pas ce qu'un stock donné peut reproduire en une année donnée.

Débat: lundi 27 avril

Vote: mardi 28 avril

Procédures: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture (obligation de débarquement), codécision (procédure législative ordinaire, première lecture (plan pour la mer Baltique))

#fisheries #BalticSea #Discards #CFPreality #CFPreform #BalticMAP

En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de la pêche \(29.01.2015\)](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de la pêche \(31.03.2015\)](#)

[Profil du rapporteur, Alain Cadec \(PPE, FR\) – Obligation de débarquement](#)

[Profil du rapporteur Jarosław Wałęsa \(PPE, PL\) – Plan multiannuel pour la mer Baltique](#)

[Note de synthèse sur la réforme de la politique commune de la pêche](#)

[Projet de résolution sur la proposition de règlement du PE et du Conseil établissant un plan pluriannuel pour les stocks de cabillaud, de hareng et de sprat de la mer Baltique et les pêcheries exploitant ces stocks](#)

[Obligation de débarquement: accord politique entre le Parlement et le Conseil déposé pour le vote en plénière](#)

[Think Tank PE: mise en oeuvre de l'obligation de débarquement:](#)

Les députés débattront du massacre des étudiants au Kenya et de l'arrestation de M. Nasheed aux Maldives

L'attaque du 2 avril par des hommes armés du groupe islamiste al-Shabab à l'University College de Garissa, au Kenya, qui a causé la mort de 150 étudiants, et l'arrestation dans les Maldives de l'ancien Président Mohammed Nasheed seront débattues mercredi après-midi. Les résolutions seront votées jeudi.

Lors du débat organisé sur les derniers développements aux Maldives, suite à l'arrestation de M. Nasheed accusé de terrorisme, les députés devraient appeler au respect des principes démocratiques, notamment l'État de droit.

Débat: mercredi 29 avril

Vote: jeudi 30 avril

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (avec résolutions)

#Garissa #Maldives

En savoir plus

[Ouverture de la session d'avril à Bruxelles](#)

Le Parlement évalue les rapports de suivi 2014 de l'Albanie et de la Bosnie-Herzégovine

Le Parlement débatera des progrès de réformes accomplis par l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine en 2014, en présence du commissaire Hahn mercredi. Dans ses projets de résolution, votés en plénière jeudi, la commission des affaires étrangères souligne la nécessité d'un dialogue inclusif, constructif et politiquement durable sur les réformes, et d'une coopération plus étroite entre les forces politiques dans les deux pays.

L'Albanie et la Bosnie-Herzégovine doivent notamment améliorer leur processus démocratique, lutter contre la corruption et mettre en place une administration politique professionnelle et dépolitisée, affirment les députés de la commission des affaires étrangères dans deux résolutions distinctes sur les deux pays. Selon les parlementaires, l'Albanie doit parvenir à des résultats probants en ce qui concerne les réformes européennes et les élites politiques de la Bosnie-Herzégovine doivent faire preuve d'un engagement sans équivoque et de volonté pour reprendre le processus de réformes et se rapprocher de l'UE.

Débat: mercredi 29 avril

Vote: jeudi 30 avril

#Albania #BiH #BosniaHerzegovina

En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires étrangères](#)

[Profil du rapporteur, Knut Fleckenstein \(S&D, DE\) – Albanie](#)

[Profil du rapporteur, Cristian Dan Preda \(PPE, RO\) – Bosnie-Herzégovine](#)

Lutte contre la fraude: les députés font le point des négociations sur le Parquet européen

Le Parquet européen qui sera mis en place pour lutter contre la fraude portant atteinte au budget de l'UE et pour aider à récupérer l'argent des contribuables doit être totalement indépendant et démocratiquement responsable, insistent les députés dans un projet de résolution évaluant les progrès des négociations de longue date entre les pays de l'UE à propos de ce poste. Le texte sera voté mercredi.

Une fois que les États membres de l'UE conviendront d'établir un Parquet européen, le Parlement devra donner son accord.

Note de contexte pour les éditeurs

- La Commission européenne a présenté sa proposition de mettre en place un Parquet européen en juillet 2013;
- Dans une résolution votée le 12 mars 2014, les députés ont exhorté le Conseil à associer le Parlement dans son travail et fait des suggestions en matière de politique sur des questions clés pour le Parquet, telles que sa structure, son indépendance, son processus de décision, son domaine de compétence, ses outils d'enquête, la recevabilité des preuves, le contrôle judiciaire et la protection juridique;
- Seulement 31% des recommandations judiciaires de l'Office européen de lutte anti-fraude, l'OLAF, ont abouti à des inculpations en 2006-2013;
- Les États membres indiquent que chaque année environ 500 millions d'euros en dépenses et recettes de l'UE sont perdus en raison de soupçons de fraude.

Débat: mardi 28 avril

Vote: mercredi 29 avril

Procédure: rapport intérimaire (non législatif)

#EPPO

En savoir plus

[Rapport intérimaire sur la proposition de règlement du Conseil portant création du Parquet européen](#)

[Profil du rapporteur, Monica Macovei \(PPE, RO\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Résolution du Parlement européen du 12 mars 2014 sur la proposition de règlement du Conseil portant création du Parquet européen](#)

[Etude EPRS](#)

[Mémo de la Commission européenne](#)

Nigeria: des mesures internationales contre Boko Haram

Le Parlement européen condamnera les récents massacres commis par Boko Haram au Nigeria dans une résolution votée jeudi. Il appellera probablement aussi la communauté internationale à s'attaquer aux causes du terrorisme dans le pays. Les députés ont débattu de la question le 14 janvier à Strasbourg avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini.

Pendant le débat du mois de janvier, les députés ont demandé une enquête internationale concernant les récentes atrocités qui auraient coûté la vie à 2000 personnes. Ils ont, par ailleurs, invité l'UE à renforcer son aide au Nigeria dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Débat: 14.01.2015

Vote: jeudi 30 avril

Procédure: déclaration de la haute représentante pour les affaires étrangères (avec résolution)

#Nigeria #BokoHaram #Haram

En savoir plus

[Vidéo du débat en session plénière \(14.01.2015\)](#)

[Note EPRS: lutte contre le terrorisme et mesures contre Boko Haram](#)

[Note EPRS - Situation politique au Nigéria: avant les élections](#)

Le Parlement pourrait refuser d'approuver les dépenses de quatre projets, d'une agence et du Conseil

Le Parlement examinera le report ou non de l'approbation des dépenses en 2013 de quatre partenariats UE-privé, de l'institut européen d'innovation et de technologie basé à Budapest, du Conseil et du Conseil européen lors d'un débat mardi et d'une série de votes mercredi. Il votera sur un total de 52 rapports en vertu de la procédure de décharge pour l'examen des dépenses de l'UE.

La commission du contrôle budgétaire a recommandé le report de la décharge (à savoir le report de l'approbation de leurs dépenses) pour les organisations suivantes:

- l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT);
- la plateforme technologique ARTEMIS,
- la plateforme technologique européenne sur la nanoélectronique ENIAC;
- IMI (Innovative Medicines Initiative);
- des projets ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor);
- le Conseil;
- et le Conseil européen.

La décision finale sur la décharge sera rendue en octobre, après une évaluation des améliorations effectuées par les organismes qui ont échoué le test de décharge en avril.

Débat: mardi 28 avril

Vote: mercredi 29 avril

Procédure: décharge

Conférence de presse: mercredi 29 avril à 15h00 avec les rapporteurs Grässle, Czarnecki et Vistisen

#discharge #EUBudget #EIT

En savoir plus

Rapports de décharge et amendements votés les 23-24 mars

Commission du contrôle budgétaire: décharge 2013

Rapporteur pour la Commission européenne: Ingeborg Grässle (PPE, DE)

Rapporteur pour les agences et les entreprises communes: Ryszard Czarnecki (ECR, PL)

Rapporteur pour les entreprises communes: Anders Primdahl Vistisen (ECR, DK)

Note EPRS: procédure de décharge pour le budget de l'UE

Des fonds monétaires plus solides face aux crises

Un projet législatif visant à rendre les fonds monétaires européens plus résistants face aux crises financières sera voté mercredi. Ces fonds détiennent des actifs équivalant à 1000 milliards d'euros et agissent comme des prêteurs à court terme pour les institutions financières, les entreprises et les gouvernements. Cependant, leurs "opérations bancaires parallèles" ne sont pas soumises aux dispositions bancaires de l'UE et les fonds n'ont pas d'accès direct aux liquidités des banques centrales.

La législation exigerait par ailleurs des informations plus claires pour les investisseurs. Le projet, déjà approuvé par la commission des affaires économiques et monétaires, est mis aux voix en plénière afin de consolider la position du Parlement en vue des négociations triparties avec les États membres et la Commission.

Vote: mercredi 29 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), vote sur le mandat pour les négociations

#shadowbanking

En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires économiques et monétaires \(26.02.2015\)](#)

[Note EPRS - Fonds monétaires \(20.04.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Neena Gill \(S&D, UK\)](#)

[Parcours législatif](#)

Initiative pour l'emploi des jeunes: un milliard d'euros disponible en 2015?

Les députés débattront mardi et voteront mercredi midi les modifications aux dispositions du Fonds social européen. Ces changements sont nécessaires pour fournir un financement de l'UE d'un milliard d'euros afin que les Etats membres puissent aider jusqu'à 650 000 jeunes à trouver un emploi. Les modifications aideraient à lancer les programmes nationaux en concentrant jusqu'à 30% des paiements destinés aux pays de l'UE, au titre de l'initiative européenne pour l'emploi des jeunes, déjà en 2015.

L'initiative européenne pour l'emploi des jeunes complète l'argent du Fonds social européen (FSE) que reçoivent les États membres dont le taux de chômage chez les jeunes dépasse 25% dans certaines régions. Les changements seront mis aux voix sans amendements et, dans l'attente de l'approbation formelle du Conseil, devraient entrer en vigueur en juillet.

Note aux éditeurs

L'initiative pour l'emploi des jeunes est un ensemble de mesures lancées dans les États membres afin d'accélérer la transition de l'enseignement au monde du travail et de créer de l'emploi pour les jeunes.

Le financement de cette initiative pour 2014-2020 s'élève à 3,2 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent au minimum 3,2 milliards d'euros de dotations aux États membres en provenance du Fonds social européen.

La proposition augmenterait le taux de préfinancement de l'initiative dans l'allocation budgétaire de 2015 de 1 - 1,5% à 30% au maximum.

Les États membres bénéficiaires pourraient, par conséquent, recevoir un tiers de la dotation de l'initiative pour l'emploi des jeunes immédiatement après l'adoption des programmes opérationnels concernés. Il s'agit de la Belgique, de la Bulgarie, de la Croatie, de Chypre, de la République tchèque, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Italie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la

Slovénie, de l'Espagne, de la Suède et du Royaume-Uni.

Débat: mardi 28 avril

Vote: mercredi 29 avril

Conférence de presse: mercredi 29 avril à 14h30

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

#YouthEmployment #YEI #

En savoir plus

[Projet de résolution](#)

[Communiqué de presse - Débat sur l'initiative pour l'emploi des jeunes: un milliard d'euros en 2015 \(10.02.2015\)](#)

[Profil du rapporteur, Elisabeth Morin-Chartier \(PPE, FR\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Proposition législative de la Commission européenne](#)

[Résolution du Parlement européen du 17 juillet 2014 sur l'emploi des jeunes \(17.07.2014\)](#)

[Etude EPRS: initiative pour l'emploi des jeunes](#)

[Commission européenne: initiative pour l'emploi des jeunes \(infographie\)](#)

Débat sur les conditions de travail au Bangladesh deux ans après la catastrophe du Rana Plaza

Le Parlement commémorera le deuxième anniversaire de l'effondrement de l'usine textile du Rana Plaza, qui a causé plus de 1100 morts. Pendant leur débat de lundi, les députés discuteront également des progrès réalisés dans le cadre du Pacte sur la durabilité au Bangladesh, initiative lancée en 2013 pour améliorer les conditions de travail des ouvriers dans ce pays. Une résolution sera votée mercredi.

Le Pacte sur la durabilité au Bangladesh est une initiative lancée il y a deux ans par l'UE, en collaboration avec les autorités du Bangladesh, les États-Unis et l'Organisation internationale du Travail (OIT), dans le but d'améliorer les conditions de travail, la santé et la sécurité des travailleurs et d'encourager un comportement responsable de la part des entreprises. Ce pacte énumère les engagements à court et à long termes pour améliorer les droits des travailleurs, les inspections et la sécurité au travail.

Débat: lundi 27 avril

Vote: mercredi 29 avril

Procédure: déclaration de la Commission (avec résolution)

#RanaPlaza #Bangladesh

En savoir plus

[Le Pacte de durabilité \(en anglais\)](#)

[Note EPRS sur les conditions des travailleurs du textile et du secteur de l'habillement](#)

[Note EPRS sur la situation des droits de l'homme au Bangladesh](#)

[Relations commerciale UE-Bangladesh](#)

Exposition universelle 2015 à Milan: débat sur la sécurité alimentaire et la promotion d'habitudes alimentaires saines

Des mesures visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire, à réduire les déchets alimentaires et à promouvoir des habitudes alimentaires saines seront débattues jeudi. Le Parlement votera une résolution non contraignante appelant l'UE à saisir l'occasion de l'exposition universelle 2015 à Milan pour promouvoir des actions afin d'améliorer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

Le texte mentionne des exemples comme encourager des pratiques agronomiques plus efficaces et durables et faire preuve de transparence et d'équité dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Le projet de résolution souligne qu'au sein même de l'Union européenne subsistent des zones d'insécurité alimentaire et que 79 millions de personnes y vivent encore sous le seuil de pauvreté. Il précise aussi que pour suivre les prévisions de croissance de la population, de 7 milliards aujourd'hui à 9,1 milliards en 2050, l'approvisionnement alimentaire mondial devrait augmenter de 70% (selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Débat: jeudi 30 avril

Vote: jeudi 30 avril

Conférence de presse: mercredi 29 avril à 16h00

Procédure: résolution non législative

#foodsecurity #foodwaste #malnutrition #expo2015

En savoir plus

[Question orale à la Commission](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'agriculture \(24.03.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Paolo De Castro \(S&D, IT\)](#)

Résolutions concernant les droits de l'homme et la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 30 avril vers 15h00, avec des votes intervenant vers 16h00 sur les sujets suivants:

- le cas de Nadiya Savchenko;
- la situation dans le camp de réfugiés de Yarmouk; et
- l'emprisonnement de militants des droits de l'homme et des travailleurs en Algérie.

Débat: jeudi 30 avril

Vote: jeudi 30 avril

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy #Savchenko #Yarmouk #workers #Algeria

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus, figurent:

- Processus de Bologne (Lybacka), *débat lundi, vote mardi*;
- Banque européenne d'investissement - Rapport annuel 2013 (Urtasun), *débat et vote jeudi*;
- Exception au droit d'auteur pour les malvoyants, question orale, *débat mercredi*; et
- Cinéma européen à l'ère numérique (Wenta), *vote mardi*.